

Les grands pays émergents à la recherche d'une monnaie alternative au dollar

À la mi-avril, s'est tenue en Chine une réunion très importante des cinq grandes puissances émergentes – la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud –, au cours de laquelle elles ont une nouvelle fois mis les pieds dans le plat monétaire. Ces cinq pays qui regroupent 40 % de la population mondiale mais génèrent seulement 18 % du total du PIB mondial trouvent à juste titre que, sur la planète, certains tirent beaucoup trop la couverture à eux. Ils ont donc signé un accord de coopération financière prévoyant l'ouverture de lignes de crédit libellées dans leurs monnaies nationales. Ils entendent dans leurs relations se passer du dollar. Mais ils veulent aller plus loin. Dans leur communiqué final, ils alertent sur « les déficiences du système monétaire international existant », proposent notamment de réviser la composition des droits de tirage spéciaux

(DTS) du FMI et de promouvoir leur utilisation. La monnaie américaine est ainsi mise en cause. Non parce qu'elle est américaine, mais parce que sa suprématie dans les échanges internationaux permet aux grands groupes des États-Unis d'asseoir leur domination sur le monde, empêchant un développement partagé. Dans les conditions difficiles d'une sortie de récession et d'une crise mondiale, le pouvoir exorbitant des États-Unis de disposer d'une monnaie nationale qui est aussi la seule monnaie universelle est de moins en moins accepté. Ce privilège leur permet de vivre à crédit, leurs créanciers étant contraints d'accepter d'être payés en dollars, parce qu'il n'y a pas véritablement d'autre équivalent et que des refus massifs et répétés feraient courir un risque d'effondrement du système monétaire international.

Les États-Unis peuvent ainsi doper leur activité,

maintenir des taux d'intérêt très bas, inonder le marché de liquidités, porter leur déficit budgétaire à quelque 9 %, maintenir un déficit extérieur abyssal et dépasser ainsi les 3 % de croissance du PIB, alors que l'Europe, et plus particulièrement la zone euro, parce qu'elle se soumet au diktat américain, tire la langue, a du mal à atteindre les 1,5 % de croissance, accablée par une BCE qui augmente ses taux d'intérêt, des politiques d'austérité et des gestions des groupes visant prioritairement à baisser le coût du travail.

Les pays émergents ne sont pas épargnés. Leurs monnaies tendent à s'apprécier par rapport au dollar et cela contribue à freiner leurs exportations et à augmenter leurs importations. Ils cherchent une alternative. L'Europe aurait tout à gagner à s'associer et réclamer une réforme du système monétaire international assise sur une monnaie de coopération.